

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

TRAVAUX PUBLICS
Tome I : Accords nationaux
(3^e édition. – Septembre 2004)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(7^e édition. – Juillet 2003)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juin 2005)

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

(8^e édition. – Avril 2005)

AVENANT N° 4 DU 7 JUILLET 2005

RELATIF AUX FORFAITS HORAIRES ET MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE
PAR L'OPCA DES ACTIONS ORGANISÉES DANS LE CADRE DES
CONTRATS ET DES PÉRIODES DE PROFESSIONNALISATION

NOR : ASET0551052M

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 ;

Vu l'article 6, alinéa 3 de l'accord national du 13 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics,

Considérant que la profession se fixe comme objectif d'atteindre un effectif au moins équivalent à celui des contrats d'insertion en alternance à l'horizon du 31 décembre 2006,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dispositions applicables aux entreprises relevant de l'OPCA bâtiment

L'avenant n° 1 du 21 septembre 2004 et l'avenant n° 2 bis du 15 mars 2005 à l'accord du 13 juillet 2004 précité sont annulés.

En application de l'article 6 de l'accord du 13 juillet 2004 et sur proposition du conseil d'administration de l'OPCA bâtiment, les organisations d'employeurs et de salariés signataires du présent avenant décident de fixer les montants des nouveaux forfaits horaires de prise en charge des contrats et des périodes de professionnalisation de la manière suivante.

	CONTRAT de 6 à 12 mois ou période de moins de 12 mois (pour tous types de formations hors « tertiaires »)* (en euros)	CONTRAT ou période de plus de 12 mois (pour la préparation de certifications spécifiques du bâtiment et des TP) (en euros)	FORMATIONS « tertiaires » (durée plafonnée à 12 mois) (en euros)
Forfaits horaires de prise en charge par l'OPCA bâtiment.....	18	15	13
Plafond de paiement des presta- tions de l'organisme de formation	12	9	7
Partie réservée à l'entreprise pour le financement des rémunéra- tions, charges, frais de transport, frais annexes, etc.....	6	6	6
<p>Lorsque le contrat de professionnalisation est un CDI, la partie réservée à l'entreprise est portée à 12 €. Cette disposition ne s'applique pas au « contrat nouvelle embauche ».</p> <p>(*) Pour les formations à la maintenance et à la conduite d'engins : 23 € dont 17 € maximum pour la prise en charge des coûts pédagogiques.</p>			

L'OPCA bâtiment prend en charge les coûts liés à l'exercice du tutorat à hauteur de 230 € par mois et par bénéficiaire pendant 6 mois.

Article 2

Dispositions applicables aux entreprises relevant de l'OPCA-TP

Par dérogation aux dispositions de l'annexe à l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie dans le BTP fixant les forfaits horaires pour la prise en charge, par l'OPCA-TP, des formations organisées dans le cadre des contrats et des périodes de professionnalisation, l'OPCA-TP appliquera aux contrats et aux périodes de professionnalisation débutant avant le 31 décembre 2005, les forfaits horaires suivants :

1. Contrats de professionnalisation

1.1. Formations préparant à des spécialités des travaux publics

Formations à la maintenance et à la conduite

d'engins de TP 23 € (dont 17 € maximum de prise en charge des coûts pédagogiques)

Formations aux autres spécialités des travaux publics et maçonnerie gros œuvre (1)

18 € (dont 12 € maximum de prise en charge des coûts pédagogiques)

(1) Certaines formations techniques connexes aux spécialités des TP peuvent être prises en charge à hauteur de 18 €.

1.2. Autres formations non spécifiques au secteur des travaux publics

Formations aux spécialités du bâtiment taux et modalités prévus pour l'OPCA bâtiment

Autres formations non spécifiques au BTP 13 € (dont 7 € maximum de prise en charge des coûts pédagogiques)

Lorsque la formation est organisée dans le cadre d'un CDI, les forfaits ci-dessus sont majorés de 6 €.

2. Périodes de professionnalisation : 25 €.

Article 3

Dispositions communes aux entreprises du bâtiment et des travaux publics

La première phrase de l'article 5.1, alinéa 1 est modifiée comme suit : « Dans le cadre d'un contrat de professionnalisation, l'employeur doit choisir un tuteur parmi les salariés qualifiés volontaires de l'entreprise. Dans le cadre d'une période de professionnalisation, un tuteur est choisi lorsque la période de professionnalisation concerne un jeune âgé de moins de 26 ans. »

Pour garantir la réussite du contrat, les entreprises s'engagent à assurer la mise en œuvre pratique du contrat et un suivi régulier du bénéficiaire par 2 moyens :

1. En organisant :

- un tutorat ;
- un entretien d'embauche destiné principalement à déterminer les compétences à acquérir ;
- un entretien-bilan à 2 mois ;
- un entretien de fin de contrat.

2. En formalisant ces différentes étapes sur un support défini par les organisations signataires du présent avenant.

Article 4

Application

Les forfaits et modalités visés aux articles 1 et 2 prennent effet dès la signature du présent avenant.

Les parties signataires conviennent de dresser un bilan du présent avenant avant le 31 décembre 2005.

Elles décideront au vu de ce bilan des taux de prise en charge applicables au 1^{er} janvier 2006.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Article 6

Force obligatoire du présent accord

Les accords régionaux, d'entreprise ou d'établissement du BTP relatifs à la mise en œuvre de la formation tout au long de la vie dans les entreprises ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord sauf dispositions plus favorables.

Fait à Paris, le 7 juillet 2005.

Organisations patronales :

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

Fédération française du bâtiment (FFB) ;

Fédération nationale des sociétés coopératives du BTP (FNSCOP) ;

Fédération nationale des travaux publics (FNTP).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Fédération nationale des salariés de la construction CGT ;

Syndicat national BT CFE-CGC ;

Fédération générale Force ouvrière du BTP et ses activités annexes CGT-FO.

ANNEXE

Contrat de professionnalisation

Mise en œuvre pratique et suivi formalisé dans l'entreprise

Entreprise :		Le bénéficiaire :	
Tuteur :	Nom :	Prénom :	
	Qualité/Titre :		
Organisation de l'accueil, du tutorat, de l'intégration dans l'entreprise et de la professionnalisation <i>Modalités du choix du tuteur ; organisation de la relation avec le bénéficiaire quant à l'accueil, le suivi, l'activité du bénéficiaire, etc.</i>	DESCRIPTION		
Entretien d'embauche	Date :	Avec :	
Compétences déjà maîtrisées		
Personnalisation de la formation		
Détermination des compétences à acquérir pendant le contrat (10 compétences maxi, sous forme de « être capable de... ») <i>ex : dresser un enduit</i>	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10		
Objectifs du contrat	Diplôme/Titre/CQP ou qualification reconnue dans les classifications de la CCN ou sur la liste des CPNE préparés :		
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Entretien bilan à 2 mois <i>Point sur l'activité, l'acquisition des compétences, les relations avec le formateur, etc.</i>	Appréciations :	Actions décidées :	
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Entretien fin de contrat <i>Evaluation, analyse et réflexion sur les éventuelles suites</i>	
Visa employeur/son représentant	Visa du salarié	Visa du tuteur	
.....	
Autres observations		
L'accompagnement des AREF sera sollicité pour le positionnement et la définition des objectifs.			